

Questions orales

des Approvisionnements et Services. Elle concerne aussi la fuite du budget, notamment la sécurité à l'imprimerie de Hull.

Jeudi dernier, lorsqu'on a demandé au ministre des Approvisionnements et Services (M. Dick) pourquoi on n'avait pas, cette année, engagé du personnel de sécurité supplémentaire à l'imprimerie nationale comme le prévoyaient les budgets précédents, il a répondu «nous avons pris cette année les mêmes mesures de précaution que nous avons prises au cours des années précédentes».

Le ministre des Approvisionnements et Services peut-il dire à la Chambre pourquoi il a affirmé une pareille chose alors qu'aucun employé de sécurité supplémentaire n'a été engagé cette année, contrairement aux années précédentes? De plus, pourquoi des renseignements exacts n'ont-ils pas été fournis à la Chambre?

L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, il est regrettable que le député ne sache pas de quoi il parle. Le niveau de sécurité prévu dans le budget il y a cinq ans s'est appliqué 365 jours sur 365. Il a été en vigueur pendant cinq ans, jusqu'à il y a exactement deux semaines et demi. Quand nous avons publié le budget de cette année, il y avait dix employés de sécurité de plus.

[Français]

LE FILET DE SÉCURITÉ—LA POSITION DU
GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux poser ma question supplémentaire au ministre des Approvisionnements et Services. La semaine dernière, il était catorique à dire qu'il y avait le même montant de sécurité pour le Budget de cette année qu'il y avait au cours des autres années. Encore aujourd'hui, il nous a donné une réponse. Il ne nous a toujours pas dit s'il y avait le même montant. Est-il prêt à admettre que la sécurité supplémentaire qui était accordée les autres années n'a pas été accordée cette année? Oui ou non? Peut-il nous le dire une fois pour toutes, au lieu de faire le tour des réponses sans répondre aux questions?

[Traduction]

L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, si le député parle du nombre d'employés, j'ai dit qu'il y en avait dix de plus cette année que l'an passé. C'est une augmentation. C'est une amélioration.

J'aimerais aussi que le député sache qu'au cours d'une certaine période, de cinq années, de trois années, diverses techniques sont utilisées. Il y a deux ans, nous avons engagé des spécialistes de la sécurité. Nous avons adopté de nouvelles méthodes. Mais depuis trois ou quatre ans, notre stratégie globale n'a pas changé. Cette année, nous avons même engagé plus d'employés.

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA
SÉCHERESSE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, le 10 novembre dernier, pendant la dernière campagne électorale, le ministre d'État chargé des Céréales a annoncé que le gouvernement fédéral entendait débloquer 850 millions de dollars de crédits dans le cadre de son programme national de lutte contre la sécheresse, ajoutant que les céréaliculteurs pouvaient s'attendre à toucher une aide financière se situant entre 40\$ et 45\$ l'acre. Quatre jours plus tard, le ministre déclarait que le gouvernement n'avait imposé aucun plafond à cette aide et qu'il débloquerait d'autres crédits si les 850 millions ne suffisaient pas.

Depuis lors, nous avons appris que les provinces n'avaient pas été consultées et qu'elles ne devaient pas participer au financement. Pourtant, nous ne trouvons dans le budget des dépenses que 425 millions de dollars, soit la moitié du montant promis. Qu'est-il advenu de ce programme? Où est l'argent? Les agriculteurs vont-ils encore toucher entre 40\$ et 50\$ l'acre?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Où en sont les choses, monsieur le Président? Le programme est bien engagé. Au début de cette semaine, nous avons posté à destination des agriculteurs plus de 50 000 chèques représentant une aide d'environ 200 000\$.

Si le député qui a lu le budget des dépenses se demande ce qui se passe, il devrait savoir que nous avons versé une partie de l'argent au cours de la précédente année financière. Le député secoue la tête. Mieux vaudrait peut-être qu'il secoue la main, car le bruit de ferraille ne serait pas aussi intense.

Des voix: Oh, oh!

M. Mayer: Le député devrait savoir que le gouvernement a versé une partie de l'argent au cours de la précédente année financière. Il en verse une autre partie maintenant. S'il le faut, le gouvernement présentera un budget supplémentaire des dépenses. Pour l'essentiel, cependant, rien n'est changé depuis que nous avons annoncé le programme le 10 novembre dernier, et depuis que le gouvernement a présenté le budget des dépenses vendredi dernier.

LA DATE DES VERSEMENTS

M. Vic Althouse (Mackenzie): Nous avons vérifié auprès de certains hauts fonctionnaires, monsieur le Président. Les 425 millions de dollars comprennent tout l'argent qui figurait dans le précédent budget des dépenses et tout l'argent qui a été versé. Le gouvernement ne versera que 425 millions de dollars dans le cadre de ce programme. Le prochain budget supplémentaire n'est prévu que pour septembre ou octobre prochain. Le ministre nous a assurés à maintes reprises que le gouverne-